

Les tabous des élites européennes

LE COMMENTAIRE D'AUGUSTIN LANDIER ET DAVID THESMAR

Alors que les vices de fabrication de la construction européenne sont chaque jour plus apparents, la réponse des élites politiques se réduit à nier les problèmes et à nonner les dogmes. Cette attitude de dénégation bien-pensante est largement responsable de la montée des populismes. Revenons sur les principaux tabous idéologiques qui constituent le « consensus de Bruxelles ».

1. L'euro, c'est sacré

L'euro est bien pratique quand on voyage et diminue le risque de change pour les entreprises. Mais c'est tout. Il a par ailleurs des coûts élevés comme on l'observe actuellement partout en Europe du Sud. De nombreux économistes (Paul Krugman, Amartya Sen) jugeaient sa création dangereuse faute de projet politique. Impossible de revenir en arrière, mais il est important de désacraliser l'euro et d'admettre que son extension rapide à 17 pays a peut-être été trop ambitieuse. Ne pas le faire, c'est donner des points de bon sens aux extrémistes.

2. Un Etat européen ne fait jamais défaut

Les politiques sont tétanisés par la perspective d'un défaut souverain en zone euro. Mais il faut assumer sans panique une réalité dont les investisseurs ont depuis longtemps pris acte : la Grèce n'est plus solvable, sa dette doit être restructurée. Persister à le nier ne fait que décrédibiliser la construction européenne. Une solution responsable existe pour absorber ce choc déjà anticipé : une recapitalisation rapide et transparente des banques européennes les plus touchées, par les Etats ou via la BCE. Si la BCE continue d'invoquer des impossibilités dogmatiques, sa légitimité sera de plus en plus contestée par les peuples.

3. La gouvernance mondiale va nous sauver

Les grand-messes du G20 permettent aux hommes politiques de mieux se connaître. C'est certainement utile, mais leur organisation épuise des ressources politico-administratives destinées à résoudre des problèmes beaucoup plus

mondialisation a généré une réorganisation formidablement efficace de la chaîne de production mondiale. Mais il faut dire tout haut qu'elle fait de nombreuses victimes et que l'écart entre perdants et gagnants est énorme. La solution n'est pas le protectionnisme, mais si nous ne réussissons pas à mieux redistri-

Au fur et à mesure qu'une nouvelle génération prend les rênes, le « consensus de Bruxelles » ne sera plus comme aujourd'hui un totem qu'on ne discute pas sous peine d'excommunication.

importants : la réforme de l'Etat, le marché du travail, la compétitivité. La gouvernance mondiale tient plus de l'écran de fumée que de la panacée.

4. L'inflation, c'est pire que le choléra

L'Allemagne est parvenue à instiller sa phobie dans le disque dur de l'Europe. Une peur trop extrême de l'inflation bloque les actions de la BCE qui envisage de remonter les taux et s'interdit le refinancement des banques grecques en cas de défaut souverain, au risque d'un effondrement du système financier. C'est ce dogme qui empêche une solution pragmatique au problème grec.

5. La mondialisation heureuse

Lorsqu'un Mélenchon remarque qu'après quarante ans d'adaptation à la mondialisation, la France connaît toujours un chômage très élevé, il faut pouvoir répondre autre chose que « la démondialisation est réactionnaire ». La

buer, une mondialisation plus poussée ne sera pas acceptable.

La persistance de ces tabous creuse un fossé dangereux entre opinions publiques et gouvernants. Les élites au pouvoir appartiennent largement à une génération qui s'est convertie aux bienfaits de l'orthodoxie monétaire, de la mondialisation financière et du libre-échange dans les années 1980. Au fur et à mesure qu'une nouvelle génération prend les rênes, le « consensus de Bruxelles » ne sera plus comme aujourd'hui un totem qu'on ne discute pas sous peine d'excommunication. Les débats pourront être posés de manière sereine, concrète, pédagogique. Le risque est que cela vienne trop tard, que les peuples se soulevent, emportant dans leur colère les bienfaits de la deuxième mondialisation.

Augustin Landier est professeur de finance à la Toulouse School of Economics.

David Thesmar est professeur à HEC.